



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 11 avril 2003

VOIR AUSSI

◆ La valeur des permis de construction demeure élevée malgré des reculs

Les intentions de construction sont demeurées fermes en février, malgré la baisse de la valeur des permis de bâtir dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Au total, les municipalités ont délivré pour 3,9 milliards de dollars en permis de bâtir, en baisse de 9,8 % par rapport au sommet de janvier.

◆ Le commerce électronique continue de progresser fortement

Les ventes en ligne des secteurs privé et public ont de nouveau connu une forte hausse en 2002, ayant progressé de 27,2 % pour s'établir à 13,7 milliards de dollars, après avoir augmenté de 46,0 % en 2001. Toutefois, ces ventes n'ont représenté qu'une petite partie des recettes d'exploitation totales.

◆ Les mères restent plus longtemps à la maison avec leur nouveau-né

Depuis la prolongation des prestations parentales il y a deux ans, les mères admissibles restent plus longtemps à la maison avec leur nouveau-né, et plus de pères réclament des prestations, d'après une nouvelle étude. Les mères touchant des prestations ont prolongé leur congé de six à dix mois.

◆ Chute de la participation aux services religieux

La participation aux services religieux a fortement chuté dans l'ensemble du pays au cours des dernières décennies, d'après l'Enquête sociale générale. Cependant, certaines régions ont résisté à cette tendance, en partie parce qu'elles comptent une forte proportion de personnes âgées ou d'immigrants, les deux populations étant plus susceptibles d'assister aux services religieux que d'autres groupes.

L'emploi affiche la plus faible croissance trimestrielle depuis fin 2001

L'économie a généré 14 000 emplois en mars, juste assez pour ramener le taux de chômage de 7,4 % à 7,3 %, soit son plus bas niveau en 18 mois. Cette croissance a porté à 67 000 le nombre d'emplois créés durant les trois premiers mois de l'année, mais il s'agit de la plus faible hausse trimestrielle depuis fin 2001.

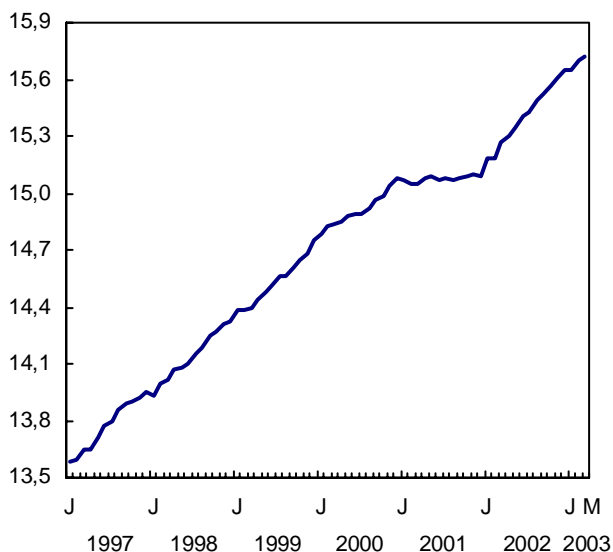
Aux États-Unis, 108 000 emplois ont été supprimés en mars, en plus des 357 000 postes qui avaient été éliminés un mois auparavant, mais le taux de chômage y resté inchangé, à 5,8 %.

Le marché du travail canadien a souffert d'une baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier et dans le groupe d'âges 25 à 54 ans, où le nombre d'emplois a chuté d'environ 11 000.

(suite à la page 2)

Emploi

En millions, données désaisonnalisées



L'emploi affiche... (suite de la page 1)

Dans l'ensemble, huit secteurs sur seize ont déclaré un recul de l'emploi. Dans le secteur manufacturier, le nombre d'emplois a diminué de 37 000, ce qui représente la cinquième baisse au cours des sept derniers mois. Les pertes ont touché les industries de l'automobile et des produits en plastique, ainsi que celles des aliments et des produits en bois. Le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier, soit 2,3 millions, est maintenant au même niveau qu'il y a un an.

Le fléchissement de l'emploi dans le secteur manufacturier a été contrebalancé par une progression de 33 000 postes dans les services d'hébergement et de restauration, surtout dans les restaurants à service complet.

En outre, le nombre d'emplois dans le secteur de la construction a bondi de 12 000 en mars, ce qui est la première hausse depuis décembre. Ce secteur compte maintenant 59 000 emplois de plus qu'en mars 2002, et ce, grâce à la robustesse du marché du logement.

Le nombre d'emplois à temps plein a progressé de 23 000, tandis que le nombre d'emplois à temps partiel a baissé de 9 000.

Le taux de chômage des jeunes est passé de 13,2 % à 12,7 %, en raison surtout d'une baisse de l'activité sur le marché du travail. Le taux de chômage des hommes adultes est resté inchangé, à 6,4 %, tandis que celui des femmes adultes est passé de 6,1 % à 6,2 %.

Le taux de chômage a baissé dans six provinces : Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

En Ontario, grâce à une progression de 17 000 emplois en mars, le taux de chômage est passé de 6,7 % à 6,5 %. La baisse de l'emploi dans les industries automobile et des produits en plastique a été plus que compensée par la croissance de l'emploi dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et dans celui de l'hébergement et de la restauration. Au premier trimestre, le nombre d'emplois s'est accru de 71 000 dans la province, ce qui est bien supérieur à la hausse trimestrielle moyenne de 49 000 emplois enregistrée en 2002.

Enquête sur la population active, mars 2003 Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 963,7	0,0	15 717,0	0,1	1 246,7	7,3
Terre-Neuve-et-Labrador	263,7	-0,5	218,7	0,0	45,0	17,1
Île-du-Prince-Édouard	77,2	0,9	67,2	-0,9	9,9	12,8
Nouvelle-Écosse	480,8	0,6	436,3	0,2	44,5	9,3
Nouveau-Brunswick	389,7	-0,6	351,4	0,3	38,3	9,8
Québec	3 989,8	-0,2	3 634,5	-0,6	355,3	8,9
Ontario	6 672,8	0,1	6 237,0	0,3	435,8	6,5
Manitoba	596,0	-0,2	567,2	0,1	28,8	4,8
Saskatchewan	516,3	-0,4	487,4	0,0	28,9	5,6
Alberta	1 789,9	0,0	1 697,6	-0,1	92,3	5,2
Colombie-Britannique	2 187,6	0,3	2 019,7	0,9	167,9	7,7

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

La Colombie-Britannique a affiché une croissance de 18 000 emplois, tous à temps plein. Par conséquent, le taux de chômage y est passé de 8,2 % à 7,7 %. La croissance de l'emploi a repris au premier trimestre grâce à la vigueur du secteur des biens.

Après deux mois de variations peu marquées, l'emploi au Québec a diminué de 21 000 en mars, et le taux de chômage y est passé de 8,6 % à 8,9 %. Le secteur manufacturier dans cette province a enregistré une baisse de 21 000 emplois, principalement dans les industries des produits en bois, des vêtements et des produits aérospatiaux. La récente faiblesse de l'emploi global au Québec succède à une forte croissance observée en 2002.

Information population active (71-001-XIF, 8 \$ / 78 \$) pour la semaine se terminant le 15 mars est en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou au 1-866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)

L'espérance de vie à la naissance à un niveau record

L'écart entre l'espérance de vie des hommes et des femmes a encore diminué d'après les données de l'état civil. En 2000, l'espérance de vie à la naissance, qui est un indicateur important de l'état de santé d'une population, a légèrement augmenté pour atteindre un nouveau record chez les deux sexes. L'espérance de vie des femmes était de 82,0 ans en 2000, en hausse de 0,3 an par rapport à 1999, et celle des hommes, de 76,7 ans, en hausse de 0,5 an.

La Colombie-Britannique a l'espérance de vie la plus élevée pour les hommes et les femmes. Celle des hommes est passée de 77,3 ans en 1999 à 78,2 ans en 2000 et celle des femmes, de 82,6 ans à 82,9 ans.

En 2000, 218 062 personnes sont décédées au Canada, en baisse de 0,7 % par rapport à 1999. Il s'agit de la première baisse depuis 1981. Cette diminution, conjuguée à la croissance démographique, a produit un taux brut de mortalité de 7,1 décès pour 100 000 habitants.

Les tableaux standards **Décès, 2000** (papier : 84F0211XPB, 20 \$) sont en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Patricia Tully au (613) 951-1759 (courriel : patricia.tully@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

La valeur des permis de construction demeure élevée malgré des reculs

Les intentions de construction sont demeurées fermes en février, malgré la baisse de la valeur des permis de bâtir dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Au total, les municipalités ont délivré pour 3,9 milliards de dollars en permis de bâtir, en baisse de 9,8 % par rapport au sommet de janvier.

La valeur des permis délivrés s'est chiffrée à 2,4 milliards de dollars pour la construction résidentielle en février, soit 14,2 % de moins que le mois précédent. Cependant, le recul est, encore une fois, survenu à la suite d'un sommet absolu enregistré en janvier. De plus, le total pour février n'était inférieur que de 1,4 % à la moyenne mensuelle de 2002, qui a été une année exceptionnelle.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a reculé de 33,6 % par rapport à janvier, tombant à 562 millions de dollars, soit son plus bas niveau des 12 derniers mois, et ce, après une hausse de 23,1 % en janvier.

La valeur des permis délivrés a aussi diminué dans le cas des logements unifamiliaux, tombant de 5,6 %, ce qui l'a ramenée à 1,8 milliard de dollars. Cependant, pour replacer ce recul dans sa juste perspective, il faut noter que les permis de construction de logements unifamiliaux avaient aussi atteint un record en janvier.

La demande de logements neufs est demeurée forte, grâce à la hausse de l'emploi, à des taux hypothécaires avantageux, à l'augmentation des revenus et à la faiblesse des stocks de logements existants. Cependant, à long terme, le faible niveau de confiance des consommateurs observé en février par le Conference Board du Canada pourrait déboucher sur une croissance moins prononcée dans le secteur résidentiel.

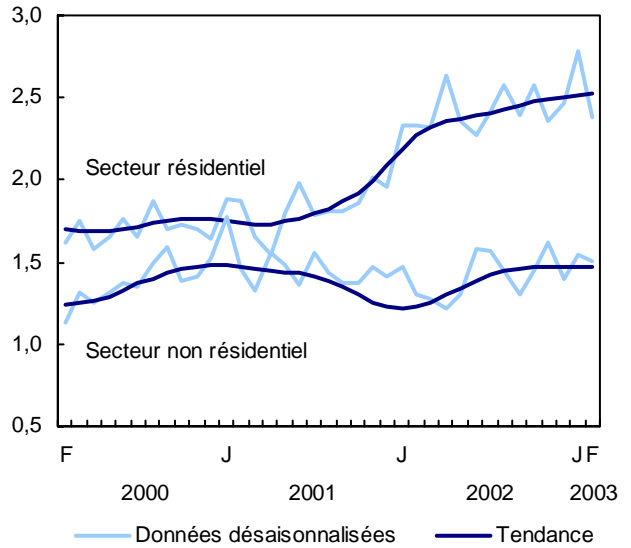
À l'échelle provinciale, le plus net recul de la valeur des permis de construction résidentielle a eu lieu en Ontario (-15,3 %) et au Québec (-17,5 %). Ce recul est survenu après de fortes hausses en janvier.

Dans le secteur non résidentiel, les intentions de construction ont fléchi de 1,9 %, se fixant à 1,5 milliard de dollars. Par contre, elles sont demeurées 7,0 % plus élevées que la moyenne mensuelle de 2002. Une chute prononcée de la valeur des permis de construction commerciale a été plus que suffisante pour faire contrepoids aux augmentations observées dans les composantes institutionnelle et industrielle.

La valeur des permis de construction commerciale a fléchi de 31,1 % en février, pour s'établir à 632 millions de dollars, après

Valeur des permis de construction

En milliards de dollars



avoir bondi de 56,8 % en janvier. La plus forte baisse concernait les propositions pour les hôtels et les restaurants, les immeubles à bureaux ainsi que les immeubles pour le commerce et les services.

Les intentions de construction pour les projets industriels ont augmenté de 31,5 %, atteignant 350 millions de dollars en février, sous la poussée d'une forte hausse dans la catégorie des usines de fabrication. Après deux baisses mensuelles marquées, la composante institutionnelle a rebondi de 48,0 % pour atteindre 528 millions de dollars, grâce à des projets de construction d'hôpitaux et d'immeubles à vocation médicale.

À l'échelle provinciale, la plus forte baisse en dollars de la valeur des permis de construction non résidentielle est survenue en Colombie-Britannique (-44,6 %, valeur totale de 108 millions de dollars), surtout en raison du repli de la valeur des permis de construction commerciale à Vancouver. Par contre, la hausse la plus marquée est survenue en Ontario (+12,3 %, valeur totale de 821 millions de dollars).

Le numéro de février 2003 de Permis de bâtir (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Le commerce électronique continue de progresser fortement

Les ventes en ligne des secteurs privé et public ont de nouveau connu une forte hausse en 2002, ayant progressé de 27,2 % pour s'établir à 13,7 milliards de dollars, après avoir augmenté de 46,0 % en 2001. Toutefois, ces ventes n'ont représenté qu'une petite partie des recettes d'exploitation totales.

La proportion d'entreprises privées ayant déclaré qu'elles vendaient des biens et des services en ligne est passée de 6,7 % en 2001 à 7,5 % en 2002, d'après l'Enquête sur le commerce électronique et la technologie. Malgré tout, la valeur des commandes en ligne a augmenté de 28,4 % entre 2001 et 2002, pour atteindre 13,3 milliards de dollars.

Par contre, les ventes par Internet du secteur public ont totalisé 327 millions de dollars, en baisse de 7,8 % par rapport à 2001. Malgré cette baisse, la proportion d'institutions du secteur public vendant des biens et des services en ligne a augmenté, passant de 12,8 % en 2001 à 14,2 % en 2002.

En dépit d'une croissance globale, le commerce électronique n'a constitué que 0,6 % des recettes d'exploitation du secteur privé en 2002, contre 0,5 % en 2001 et 0,2 % en 1999.

Le marché du commerce électronique demeure instable. Parmi les entreprises ayant répondu à l'enquête en 2001 et en 2002, 43 % de celles qui effectuaient des ventes en ligne en 2001 ont cessé de le faire en 2002. En 2002, sur dix entreprises qui avaient commencé à vendre par Internet, sept ont cessé de le faire.

La valeur des ventes électroniques a, pour la deuxième année d'affilée, dominé dans le secteur du commerce de gros. Venaient ensuite les secteurs manufacturier, du transport et de l'entreposage ainsi que du commerce de détail. Ensemble, ces secteurs ont enregistré 70 % des ventes par Internet en 2002.

Malgré une autre forte augmentation en 2002, seulement 27 % des ventes par Internet ont été effectuées auprès des consommateurs ou des ménages. La valeur en dollars des ventes des entreprises aux consommateurs a progressé de 58,5 % pour s'établir à 3,7 milliards de dollars en 2002. Les ventes des entreprises à d'autres entreprises ont augmenté de 19,8 % pour atteindre 9,7 milliards de dollars.

Si les ventes en ligne destinées à l'exportation en 2002 ont légèrement augmenté, passant de 2,7 milliards de dollars à 2,9 milliards de dollars, la valeur des ventes en ligne destinées au marché intérieur a progressé de 35,1 % pour atteindre 10,4 milliards de dollars en 2002. Ces ventes représentaient près des quatre cinquièmes du commerce électronique.

Achats par Internet dans certains secteurs

	2000	2001	2002
	% des entreprises utilisant Internet pour l'achat de biens ou de services		
Total du secteur privé	18,2	22,4	31,7
Total du secteur public	49,1	54,5	65,2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	20,4	14,5	26,4
Services publics	25,5	31,5	41,6
Fabrication	21,3	29,1	40,5
Commerce de gros	22,9	26,4	36,3
Commerce de détail	13,5	16,9	29,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	52,7	51,8	59,9
Finance et assurances	20,2	24,9	36,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	35,8	42,1	50,6
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	22,5	30,9	28,5
Services d'enseignement privé	41,0	39,3	46,1
Soins de santé et assistance sociale privés	14,4	20,0	29,5
Arts, spectacles et loisirs	15,9	23,2	35,6

Environ 32 % des entreprises canadiennes ont acheté des biens ou des services par Internet, contre 22 % en 2001 et 18 % en 2000. Ces mêmes entreprises ont représenté 65 % du revenu brut total des entreprises au Canada.

Même si la valeur des ventes en ligne a été peu élevée, les entreprises ont continué d'adopter Internet en 2002. En effet, 76 % d'entre elles l'ont utilisé, contre 71 % en 2001 et 63 % en 2000. Les entreprises qui y ont eu recours ont constitué 97 % de l'activité économique. La proportion d'entreprises utilisant Internet a progressé dans presque tous les secteurs d'activité.

En 2002, environ 31 % des entreprises avaient un site Internet, en hausse par rapport à 26 % en 2000. Ces entreprises représentaient 83 % du revenu brut total d'entreprise.

Tandis que les entreprises canadiennes continuent d'accroître leur recours aux technologies de l'information et des communications, le secteur public semble les avoir adoptées intégralement. Pratiquement toutes les organisations du secteur public utilisent Internet pour la troisième année d'affilée. Près de 88 % d'entre elles ont un site Internet et 77 % ont un réseau intranet.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Bryan van Tol au (613) 951-6663 (courriel : bryan.vantol@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

Les mères restent plus longtemps à la maison avec leur nouveau-né

Depuis la prolongation des prestations parentales il y a deux ans, les mères admissibles restent plus longtemps à la maison avec leur nouveau-né, et plus de pères réclament des prestations, d'après une nouvelle étude.

Les modifications apportées à la *Loi sur l'assurance-emploi* en décembre 2000 ont eu pour effet d'allonger le congé parental de 10 à 35 semaines. La durée des congés parental et de maternité payés est donc passée de six mois à un an. De plus, le seuil d'admissibilité a été ramené de 700 à 600 heures d'emploi assurable.

Une moyenne mensuelle de 4 900 parents qui ne se seraient pas qualifiés sous l'ancien régime ont reçu des prestations parentales en 2002. Ces parents ont reçu des prestations après avoir travaillé de 600 à 700 heures l'année précédant leur demande de prestations.

La proportion des nouvelles mères touchant des prestations parentales ou de maternité est passée de 54 % en 2000 à 61 % en 2001.

Plus de 80 % des mères occupant un emploi en 2000 et en 2001 ont repris le travail ou prévoyaient de le faire dans un délai de deux ans. Néanmoins, seules celles qui recevaient des prestations parentales ou de maternité ont considérablement prolongé leur congé à la suite de la modification du programme de prestations parentales.

La durée médiane du congé pour les mères touchant des prestations parentales ou de maternité est passée de six mois en 2000 à dix mois en 2001. Les deux années, les mères occupant un emploi et ne recevant pas de prestations ont pris environ quatre mois de congé.

Les nouveau-nés ont non seulement davantage profité des soins de leur mère à temps plein, mais un nombre beaucoup plus élevé d'entre eux ont aussi bénéficié de la présence de leur père à la maison pendant un certain temps. Les pères touchant des prestations parentales mensuelles étaient en moyenne au nombre de 7 900 en 2002, soit près de cinq fois plus que la moyenne de 1 600 observée deux ans auparavant.

En 2000, environ 3 % des pères ont demandé des prestations parentales ou prévoyaient de le faire. En 2001, cette proportion avait plus que triplé, se fixant à 10 %. Ce taux place le Canada à la tête de nombreux pays, mais le pays demeure largement en retard par rapport aux pays tels que la Norvège, par exemple, où près de 80 % des pères prennent un congé parental.

*L'étude intitulée « L'avantage du congé parental prolongé » figure dans le numéro en ligne de **L'emploi et le revenu en perspective** de mars 2003 (75-001-XIF, 5 \$/48). Pour plus de renseignements, communiquez avec Katherine Marshall au (613) 951-6890 (courriel : katherine.marshall@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.*

Recettes et dépenses d'exploitations agricoles

Les marges d'exploitation des exploitations agricoles canadiennes ont légèrement augmenté en 2001, les recettes ayant progressé un peu plus rapidement que les dépenses, selon les données des dossiers fiscaux. Les recettes moyennes ont crû de 5,8 % par rapport à 2000 pour se chiffrer à 193 329 \$, tandis que les dépenses ont progressé un peu plus lentement, de 4,8 % pour s'établir à 164 331 \$. Par conséquent, les marges d'exploitation sont passées de 14,2 cents à 15,0 cents par dollar de recettes.

La progression globale des recettes s'explique en partie par la hausse de 6,2 % des recettes provenant du bétail. Les recettes totales provenant des cultures ont reculé de 2,3 %, principalement sous l'effet de la baisse des recettes provenant des céréales et des oléagineux.

Les recettes d'exploitation moyennes de 8 des 11 principaux types de fermes se sont accrues en 2001. Les fermes avicoles ont enregistré les recettes les plus élevées, celles-ci se chiffrant à 733 133 \$. Les dépenses d'exploitation moyennes de 8 des 11 principaux types de fermes ont aussi augmenté. Les fermes avicoles ont encore une fois enregistré les dépenses les plus élevées, celles-ci se chiffrant à 652 817 \$.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Daniel Michaud au (613) 951-0701, Division de l'agriculture.

Chute de la participation aux services religieux

La participation aux services religieux a fortement chuté dans l'ensemble du pays au cours des dernières décennies, d'après l'Enquête sociale générale. Cependant, certaines régions ont résisté à cette tendance.

Cela s'explique en partie par le fait que ces régions comptent une forte proportion de personnes âgées ou une forte proportion d'immigrants, les deux populations étant plus susceptibles d'assister aux services religieux que d'autres groupes. Les personnes âgées affichent les taux de participation les plus élevés, tandis que les personnes âgées de 25 à 34 affichent les taux les plus bas.

En 2001, dans l'ensemble du Canada, moins d'un tiers (31%) des personnes âgées de 15 ans et plus ont assisté aux services religieux tous les mois, contre 43% en 1986.

Parmi les régions métropolitaines de recensement, la participation mensuelle n'a augmenté qu'à Toronto, Thunder Bay, Calgary, Vancouver et Abbotsford.

La plus forte progression a eu lieu dans deux zones urbaines de la Colombie-Britannique. À Vancouver, 28 % de la population âgée de 15 ans et plus ont assisté aux services religieux tous les mois en 2001, contre 24 % une décennie plus tôt. À Abbotsford, cette proportion est passée de 38 % à 41 %. Les deux endroits comptent une forte proportion d'immigrants.

À Toronto et à Vancouver, le taux de participation religieuse mensuelle des adultes nés à l'extérieur du Canada a augmenté, tandis qu'il a baissé ou stagné chez les natifs du Canada.

À Montréal, la participation religieuse a diminué à la fois chez les adultes natifs du Canada et ceux nés à l'extérieur du Canada, mais cette baisse a été moins forte chez les immigrants.

À l'échelle provinciale, la plus forte baisse est survenue au Québec, où la participation mensuelle aux services religieux est passée de 37 % au début des années 1990 à 25 % en 2001.

Le 13 mai 2003, Statistique Canada diffusera une analyse détaillée des données du Recensement de 2001 sur la taille, la composition et la répartition géographique des religions.

Pour en savoir plus, communiquez avec Warren Clark au (613) 951-2560, Division de la statistique sociale, du logement et des familles.

Ouverture d'usines par des multinationales et croissance de la productivité

La concurrence qui permet à de nouvelles entreprises d'entrer dans un secteur et qui force des entreprises plus anciennes à en sortir contribue grandement à la croissance de la productivité. Chaque année, un grand nombre d'entreprises entrent et sortent du secteur manufacturier canadien. En 1997, environ 40 % des usines étaient de nouvelles usines entrées dans le secteur entre 1988 et 1997, tandis que la moitié des usines qui étaient actives en 1988 ne l'étaient plus en 1997.

Toutes les usines entrantes ne contribuent pas également à la croissance de la productivité. Une part démesurément élevée de la contribution à la croissance de la productivité du travail tient à l'ouverture ou à la fermeture d'usines par des entreprises sous contrôle étranger. De 1988 à 1997, les usines entrantes sous contrôle étranger représentaient 20 % de l'emploi des usines entrantes, et les usines sortantes sous contrôle étranger, 28 % de l'emploi des usines sortantes. Toutefois, le roulement des usines sous contrôle étranger constituait 60 % de la contribution de l'entrée et de la sortie d'entreprises à la croissance de la productivité.

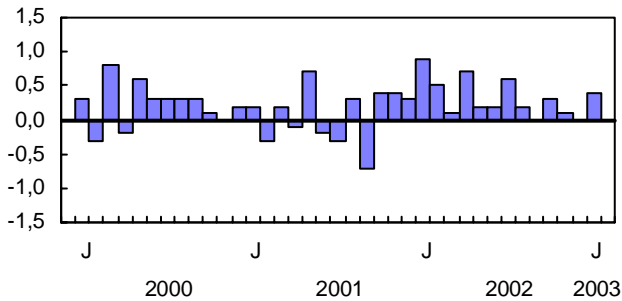
Au cours des trois dernières décennies, les nouvelles usines sous contrôle étranger sont devenues une source de plus en plus importante de croissance de la productivité par rapport à leurs homologues sous contrôle canadien.

*On peut gratuitement consulter l'étude **Roulement des usines et croissance de la productivité dans le secteur canadien de la fabrication** (11F0019MIF2003193) dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour en savoir plus, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588 ou avec Wulong Gu au (613) 951-0754, Division de l'analyse microéconomique.*

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

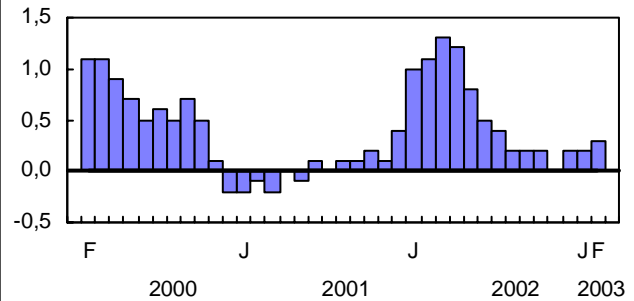
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,4 % en janvier, après une croissance nulle en décembre.

Indice composite

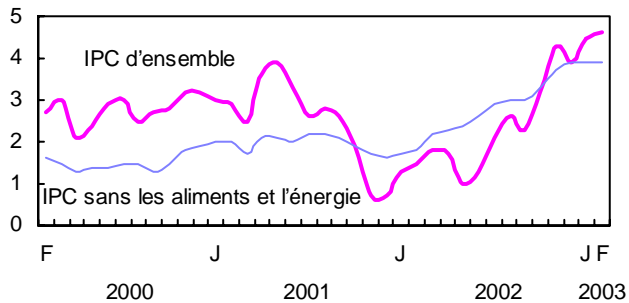
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé composite a progressé de 0,3 % en février, après avoir augmenté de 0,2 % en janvier.

Indice des prix à la consommation

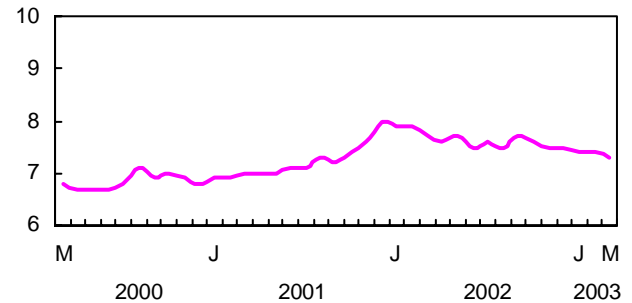
Variation annuelle en %



En février, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 4,6 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 3,9 %.

Taux de chômage

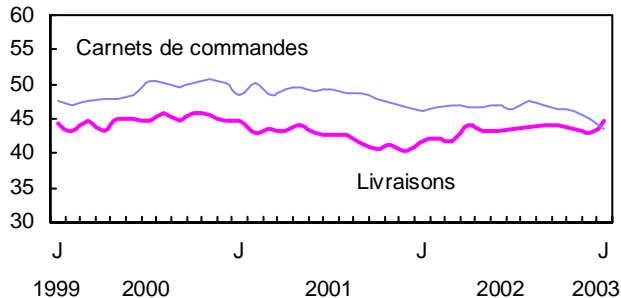
%



En mars, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 7,3 %.

Fabrication

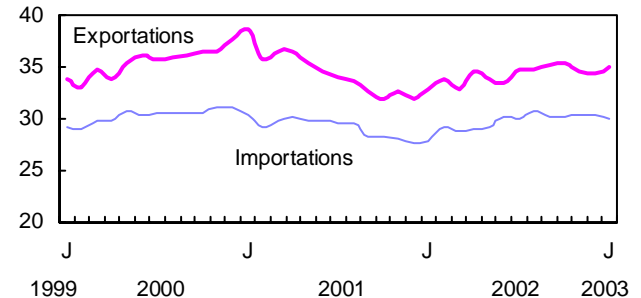
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 3,7 % en janvier pour atteindre 44,7 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont reculé de 3,3 % pour se fixer à 43,5 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En janvier, les exportations ont progressé de 1,3 % pour se fixer à 35,0 milliards de dollars. Les importations ont baissé de 1,3 % pour se fixer à 30,0 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	janvier	994,2	0,4 %	3,5 %
Indice composite (1992 = 100)	février	180,6	0,3 %	5,7 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 2002	41,9	5,1 %	32,8 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	4 ^e trim. de 2002	82,9	-0,2 †	2,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	janvier	26,0	0,7 %	2,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier	129,0	-14,1 %	-11,8 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	janvier	36,8	1,8 %	8,6 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mars*	15,7	0,1 %	2,9 %
Taux de chômage (%)	mars*	7,3	-0,1 †	-0,4 †
Taux d'activité (%)	mars*	67,5	0,0 †	0,9 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	janvier	687,44	-0,08 %	1,83 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	février	111,4	-0,2 %	-11,5 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	janvier	529,7	-3,3 %	-5,6 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	février*	34,6	-1,6 %	2,0 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	février*	30,0	0,0 %	2,8 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	février*	4,6	0,5	-0,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	janvier	44,7	3,7 %	6,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	janvier	43,2	2,9 %	4,8 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	janvier	43,5	-3,3 %	-5,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	janvier	1,41	-0,06	-0,08
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	février	122,3	0,7 %	4,6 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	février	109,2	0,6 %	2,3 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	février	128,9	3,1 %	22,6 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	février*	113,8	0,6 %	5,1 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.

2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 3 au 9 avril 2003

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES			
Produit intérieur brut par industrie	janvier 2003	15-001-XIF	11/110
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	avril 2002	26-006-XPB	19/186
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	mai 2002	26-006-XPB	19/186
Ciment	février 2003	44-001-XIB	5/47
Contreplaqués de construction	janvier 2003	35-001-XIB	5/47
Extraction de pétrole et de gaz	2001	26-213-XIB	22
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	février 2003	41-011-XIB	5/47
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	février 2003	64-001-XIF	14/145
OPÉRATIONS DU RECENSEMENT			
Trousse de l'enseignant - Données du Recensement de 2001		92F0192XIF	gratuit
PRIX			
Indices des prix de l'industrie	janvier 2003	62-011-XIF	17/163
Indices des prix de l'industrie	janvier 2003	62-011-XPB	22/217
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active, pour la semaine se terminant le 15 mars 2003		71-001-XIF	8/78
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Enquête sociale générale cycle 15 : enquête rétrospective sur la famille — Documentation sur le fichier de microdonnées à grande diffusion et guide de l'utilisateur	2001	12M0015GPF	gratuit
Enquête sociale générale cycle 15 : enquête rétrospective sur la famille — Fichier de microdonnées à grande diffusion	2001	12M0015XCB	1 600
TRANSPORTS			
Chargements ferroviaires mensuels	décembre 2002	52-001-XIF	8/77

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».